

F. 2001 — 3231

[C — 2001/29490]

6 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du 3^{ème} degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^{ème} année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice"

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 janvier 1999 pris en application de l'article 53 du décret du 24 juillet 1997 fixant les missions prioritaires de l'enseignement, notamment son article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 pris en application de l'article 53, alinéa 3, du décret du 24 juillet 1997 précité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 14 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions de cet arrêté devaient faire l'objet de la concertation entre les pouvoirs organisateurs visée à l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement,

Que cette concertation n'a pas pu être valablement organisée avant le 30 août 2001, date d'entrée en vigueur du décret du 12 juillet 2001 qui habilite les organes de représentation et de coordination visés à l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire à exercer ladite concertation,

Considérant toutefois que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2000 modifiant le répertoire des options prévoit qu'à partir du 1^{er} septembre 2001, les établissements scolaires peuvent organiser les études de puériculteur/puéricultrice sur trois ans (troisième degré de qualification et 7^e année),

Qu'il convient donc d'adopter le plus rapidement possible des dispositions précisant l'organisation concrète de ces études,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° stages : le volet de la formation qui, complémentaire aux formations théoriques et pratiques reçues à l'école, permet aux élèves d'exercer, développer et maîtriser en institution l'ensemble des compétences du profil de formation de puéricultrice déterminées à l'annexe 8 du décret du 8 mars 1999 portant approbation des profils de formation tels que définis à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;

2° le Ministre : le Ministre qui a la Santé dans ses attributions;

3° la Direction générale de la santé : la Direction générale de la santé des Services du Gouvernement de la Communauté française;

4° l'arrêté du 6 septembre 2001 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice.

CHAPITRE II. — *Conditions de validité*

Art. 2. Les stages sont organisés dans des institutions situées en Belgique ou, par dérogation accordée par le Ministre ou son (sa) délégué(e), à l'étranger et offrant les ressources cliniques, sociales, éthiques et psychopédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des élèves.

Ils se déroulent uniquement dans des institutions ou organismes dûment agréés par l'autorité compétente à cet effet, après obtention de l'accord de la Direction générale de la Santé.

Art. 3. Sauf autorisation à demander au Ministre ou à son (sa) délégué(e), aucun stage ne peut avoir lieu pendant les vacances scolaires d'hiver, de printemps et d'été. Cette demande, circonstanciée et motivée par des éléments indépendants de la volonté des élèves, précise les modalités d'encadrement des stagiaires.

Art. 4. La coordination des stages et le lien entre les enseignants qui encadrent les stagiaires et les institutions qui les accueillent sont assurés par la personne visée à l'article 7 de l'arrêté du 6 septembre 2001.

L'encadrement des stagiaires est placé sous la responsabilité d'un "enseignant maître de stages" qualifié en fonction des objectifs assignés à chacun des stages. Il assure le suivi pédagogique individuel des stagiaires et, en suivant l'évolution du stage, en collaboration avec le personnel de l'institution d'accueil, il en conduit l'évaluation.

Art. 5. En aucun cas, en collectivité, le nombre d'enfants présents par stagiaire ne peut être inférieur à 4.

Art. 6. Les élèves rédigent au moins un rapport à l'issue de chaque stage organisé dans un lieu déterminé. Ce rapport est un document destiné à fournir la preuve tant de l'acquisition progressive d'une démarche d'observation, d'analyse et d'adaptation que de la réalité de l'accomplissement des stages prévus.

Art. 7. Les stagiaires doivent avoir la possibilité d'exécuter des tâches en rapport avec leur niveau de compétence. Ces tâches doivent être conformes aux activités décrites dans le profil de formation.

En aucun cas, ils ne peuvent assumer seuls la prise en charge d'un groupe d'enfants, responsabilité à laquelle ils ne s'initient que sous la tutelle des professionnels attachés à l'institution.

CHAPITRE III. — Répartition des stages

Art. 8. § 1^{er}. Au terme de l'option de base groupée "puériculture", au moins 600 périodes de stages doivent être accomplies, à raison de 250 périodes minimum en 5^e année et de 350 périodes minimum en 6^e année.

§ 2. Au terme de l'option de base groupée "aspirant (e) en nursing", au moins 560 périodes de stages doivent être accomplies, à raison de 280 périodes minimum pour chacune des deux années d'études, dont :

1° 300 périodes minimum auprès d'enfants accueillis en crèches, maisons communales d'accueil de l'enfance, préguardiennats et pouponnières;

2° 150 périodes minimum auprès d'enfants fréquentant l'école maternelle, y compris les classes d'accueil.

Le solde des périodes peut être affecté soit au renforcement des stages précités, soit à la poursuite d'objectifs spécifiques liés au projet d'établissement. Dans ce cadre, 50 périodes au maximum peuvent être consacrées à des séminaires. Ces séminaires doivent permettre aux élèves de prendre du recul par rapport à leurs expériences de stages, d'analyser et de rechercher en groupe des solutions aux difficultés rencontrées.

§ 3. Au terme des trois années d'études conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice", 1 000 périodes de stages minimum doivent être accomplies auprès d'enfants âgés d'au maximum 6 ans, à raison de :

1° 500 périodes minimum auprès d'enfants accueillis en crèches, maisons communales d'accueil de l'enfance, préguardiennats et pouponnières;

2° 150 périodes minimum auprès d'enfants fréquentant l'école maternelle, y compris les classes d'accueil;

3° 100 périodes minimum auprès d'enfants hébergés dans des structures adaptées à la prise en charge de besoins spécifiques telles que les services hospitaliers de pédiatrie, les instituts médico-pédagogiques, les foyers d'accueil et l'enseignement spécial; ces périodes doivent être accomplies en 7^{ème} année;

4° 100 périodes maximum au choix en maternité, service d'aide aux familles, gardiennat encadré, halte garderie, consultation des nourrissons, inspection médicale scolaire; ces périodes doivent être accomplies en 6^e ou en 7^e année;

5° 100 périodes au maximum qui peuvent être consacrées à des séminaires ou à des visites d'études; les visites d'études sont destinées à la découverte ou à l'illustration de l'un ou l'autre aspect de la profession.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 9. Un relevé individuel des stages accomplis, dont le modèle est choisi parmi ceux fixés aux annexes du présent arrêté en fonction de l'option de base groupée suivie, est établi pour chaque élève ayant obtenu le certificat de qualification et transmis pour visa à la Direction générale de la Santé en même temps que les procès verbaux des délibérations de la dernière année des études.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que l'arrêté du 6 septembre 2001.

Bruxelles, le 6 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
N. MARECHAL

Annexe 1

COMMUNAUTE FRANCAISEETABLISSEMENT :DIRECTION GENERALE DELA SANTE.NOM :PRENOM :

Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base "puériculture".

Année scolaire STRUCTURES	20..../20.... 5ème Min. 250 P.	20..../20... 6ème Min. 350 P.	20..../20.... 7ème Min. 400 P.	Min. 1000 P.	Effectué
- Crèche				Min. 500 P.	
- M.C.A.E.					
- Prégardiennat					
- Pouponnière					
- Ecole maternelle				Min.	
- Classes d'accueil				150 P.	
Besoins spécifiques *				Min. 100 P.	
Stage au choix *				Max. 100 P.	
- Séminaires				Max.	
- Visites d'études				100 P.	
TOTAL				1 000 P.	

* Préciser le type d'établissement.

REMARQUES :

Date et signature de la Direction ou du responsable.

Date et visa de l'Inspection.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions et la validité des stages pour les options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du 3^e degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^e année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice",

La Ministre de la Santé,

N. MARECHAL

Annexe 2

COMMUNAUTE FRANCAISEETABLISSEMENT :DIRECTION GENERALE DE LA SANTE.NOM :PRENOM :

Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base "aspirante en nursing".

<u>Année scolaire</u>	20.../20... 5ème Min. 280 P.	20.../20... 6ème Min. 280 P.	Min. 560 P.	20.../20... 7 ^e Min. 500 P.	Min. 1000 P.	Effectué
STRUCTURES						
- Crèche			Min. 300 P.		Min. 500 P.	
- M.C.A.E.						
- Prégardiennat						
- Pouponnière						
- Ecole maternelle			Min. 150 P.		Min. 150 P.	
- Classes d'accueil						
Besoins spécifiques : *					Min. 100 P.	
Stage au choix *					Max. 100 P.	
- Séminaires			Max. 50 P.		Max. 100 P.	
- Visites d'études						
TOTAL			560 P.		1 000 P.	

* Préciser le type d'établissement.

REMARQUES :Date et signature de la Direction ou du responsable.Date et visa de l'Inspection.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions et la validité des stages pour les options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du 3^e degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^e année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice",

La Ministre de la Santé,
N. MARECHAL

VERTALING

N. 2001 — 3231

[C — 2001/29490]

6 SEPTEMBER 2001. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de voorwaarden voor de geldigheid en de spreiding van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorger/kinderverzorgster"**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van 27 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen in toepassing van artikel 53 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen in toepassing van artikel 53 van voormeld decreet van 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van 6 september 2001 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 14 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat over de bepalingen van dit besluit tussen de inrichtende machten overleg diende gepleegd zoals bedoeld bij artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van het onderwijs;

Dat dit overleg niet geldig kon georganiseerd worden vóór 30 augustus 2001, datum van de inwerkingtreding van het decreet van 12 juli 2001 houdende habilitatie van de organen van vertegenwoordiging en van coördinatie bedoeld bij artikel 74 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Overwegende evenwel dat in het besluit van 30 maart 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het repertorium van de basisopties bepaald is dat vanaf 1 september 2001 de schoolinrichtingen de studies van kinderverzorger/kinderverzorgster gespreid over drie jaar (derde kwalificatiegraad en 7^e jaar) mogen inrichten;

Dat het dus past zo vlug mogelijk bepalingen aan te nemen waarbij de concrete organisatie van die studies nader wordt bepaald,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° stages : het luik van de opleiding dat als aanvulling van de op school genoten theoretische en praktische opleidingen de leerlingen toelaat in een instelling al de bevoegdheden van het opleidingsprofiel van kinderverzorgster uit te oefenen, te ontwikkelen en te beheersen die vastgesteld zijn in bijlage 8 van het decreet van 8 maart 1999 houdende goedkeuring van de opleidingsprofielen zoals bepaald bij artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 houdende regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

2° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort;

3° de Algemene Directie voor Gezondheid : de Algemene Directie voor Gezondheid van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

4° het besluit van 6 september 2001 : het besluit van 6 september 2001 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster.

HOOFDSTUK II. — *Geldigheidsvoorwaarden*

Art. 2. De stages worden georganiseerd in instellingen die zich in België bevinden of, in afwijking toegestaan door de Minister of zijn gemachtigde, in het buitenland en waar de klinische, sociale, ethische en psycho-pedagogische hulpmiddelen voorhanden zijn die vereist zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de leerlingen.

De stages worden enkel in instellingen of organismen gedaan die door de bevoegde overheid daartoe werden erkend, na het akkoord van de Algemene Directie voor Gezondheid te hebben bekomen.

Art. 3. Tenzij men toelating heeft gevraagd aan de Minister of aan zijn gemachtigde, mag er geen enkele stage georganiseerd worden tijdens het winter-, lente en zomerverlof van de scholen. Deze aanvraag, uitvoerig omschreven en gemotiveerd door omstandigheden die met de wil van de leerlingen niets te maken hebben, geeft nadere uitleg over de modaliteiten voor de begeleiding van de stagiairs.

Art. 4. De bij artikel 7 van het besluit van 6 september bedoelde persoon zorgt voor de coördinatie van de stages en de band tussen de leerkrachten die de stagiairs begeleiden en de instellingen die ze opvangen.

« Een leerkracht stagemester » bevoegd t.o.v. de doelstellingen die voor elke stage vooropgesteld worden, is verantwoordelijk voor de begeleiding van de stagiairs. Hij zorgt voor de individuele pedagogische opvolging van de stagiairs en, volgens de evolutie van de stage, in samenwerking met het personeel van de opvanginstelling, bepaalt hij de te volgen lijn inzake evaluatie.

Art. 5. In geen geval mag het aantal aanwezige kinderen per stagiair niet lager zijn dan 4.

Art. 6. Op het einde van elke stage georganiseerd in een bepaalde plaats stellen de leerlingen ten minste een verslag op. Dit verslag is een document dat het bewijs moet leveren zowel dat men geleidelijk aan de gewoonte heeft aangeleerd te observeren, te analyseren en zich aan te passen en dat de voorziene stages werkelijk werden gevolgd.

Art. 7. De stagiairs moeten de opdrachten kunnen uitvoeren die met hun bevoegdheidsniveau overeenstemmen. Deze opdrachten moeten aangepast zijn aan de activiteiten beschreven in het opleidingsprofiel.

In geen geval mogen zij alleen de verantwoordelijkheid voor een groep kinderen die onder hun hoede zou staan, nemen, verantwoordelijkheid die hen alleen maar wordt aangeleerd onder het toezicht van de beroepsmensen die in de instelling werken.

HOOFDSTUK III. — *Indeling van de stages*

Art. 8. § 1. Op het einde van de gegroepeerde basisoptie "kinderverzorging" moet men ten minste 600 stagelestijden gevolgd hebben, naar rata van minimum 250 lestijden in het 5^e studiejaar en ten minste 350 lestijden in het 6^e jaar.

§ 2. Op het einde van de gegroepeerde basisoptie "aspirant (e) nursing" moet men ten minste 560 stagelestijden gevolgd hebben, naar rata van minimum 280 lestijden voor elk van beide studiejaar, waaronder :

1° minimum 300 lestijden bij kinderen opgevangen in crèches, gemeentelijke opvanghuizen voor jonge kinderen, peuterspeelplaatsen en kinderdag- en nachtverblijven;

2° minimum 150 lestijden bij kinderen die naar de kleuterschool gaan, met inbegrip van de opvangklassen.

Het saldo van de lestijden kan gewijd worden ofwel aan de consolidatie van voormelde stages, ofwel aan het nastreven van specifieke doeleinden die aan het project verbonden zijn. In dat kader kunnen er ten hoogste 50 lestijden aan studiedagen worden gewijd. Die studiedagen moeten de leerlingen toelaten hun ervaringen van de stages op afstand te bekijken, naar oplossingen voor de ondervonden moeilijkheden in groepsverband te zoeken.

§ 3. Op het einde van de drie studiejaar die leiden tot het behalen van het kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorgster/kinderverzorgster", moeten er ten minste 1000 stagelestijden worden gevolgd bij kinderen van ten hoogste 6 jaar, naar rata van :

1° minimum 500 lestijden bij kinderen opgevangen in crèches, gemeentelijke opvanghuizen voor jonge kinderen, peuterspeelplaatsen en kinderdag- en nachtverblijven;

2° minimum 150 lestijden bij kinderen die naar de kleuterschool gaan, met inbegrip van de opvangklassen.

3° minimum 100 lestijden bij kinderen ondergebracht in structuren die aangepast zijn aan de tenlasteneming van specifieke behoeften zoals de ziekenhuisdiensten voor pediatrie, de medisch-pedagogische instellingen, de opvangzinnen en het bijzonder onderwijs; deze lestijden moeten in het 7^e jaar verwezenlijkt worden;

4° maximum 100 lestijden naar keuze in een moederhuis, in een dienst voor familiale hulp, in een begeleide peuteropvang, in een kinderkribbe voor kort verblijf, in een consultatiebureau voor zuigelingen, in een medische schoolinspectie, deze lestijden moeten volbracht worden gedurende het 6^e of het 7^e jaar;

5° maximum 100 lestijden die gewijd kunnen worden aan studiedagen of aan studiebezoeken; deze zijn bestemd om een of ander aspect van het beroep te ontdekken of te illustreren.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 9. Een individuele staat van de volbrachte stages, waarvan het model gekozen wordt onder de modellen als bijlagen bij dit besluit volgens de gevolgde gegroepeerde basisoptie, wordt opgemaakt voor iedere leerling die het kwalificatiegetuigschrift heeft bekomen en wordt voor visum aan de Algemene Directie voor Gezondheid doorgezonden samen met de notulen van de beraadslagingen over het laatste studiejaar.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking dezelfde dag als het besluit van 6 september 2001.

Brussel, 6 september 2001.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
N. MARECHAL

Bijlage 1

FRANSE GEMEENSCHAP**INSTELLING :**ALGEMENE DIRECTIE VOOR GEZONDHEIDNAAM :VOORNAAM :

Lijst van de stages voor het behalen van het kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/verzorgster na de basisoptie "kinderverzorging".

Schooljaar STRUCTUREN	20 Y/20 Y 5e Min. 250 lest	20 Y/20 Y 6e Min. 350 lest	20 Y/20 Y 7e Min. 400 lest	Min. 1000 lest	Gevolgde lest
- Crèche - GOJK - Peutertuin - Kinderverblijf				Min. 500 lest	
Kleuterschool Opvangklassen				Min. 150 lest	
Specifieke behoeften *				Min. 100 lest	
Stage naar keuze *				Max. 100 lest	
Studiedagen Studiebezoeken				Max.100 lest	
TOTAAL				1.000 lest	

* het type van instelling nader bepalen.

OPMERKINGEN :**Datum en handtekening van de Directie of de verantwoordelijke**

Datum en visum van de Inspectie

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 6 september 2001 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de voorwaarden voor de geldigheid en de spreiding van de stages voor de gegroepede basisopties "kinderverzorging" en "aspirant (e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorger/kinderverzorgster".

De Minister van Gezondheid,
N. MARECHAL

Bijlage 2

FRANSE GEMEENSCHAP**INSTELLING :****ALGEMENE DIRECTIE VOOR GEZONDHEID****NAAM :****VOORNAAM :**

Lijst van de stages voor het behalen van het kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/verzorgster na de basisoptie "kinderverzorging".

Schooljaar STRUCTUREN	20 Y/20 Y 5e Min. 250 lest	20 Y/20 Y 6e Min. 350 lest	Min 560 lest	20 Y/20 Y 7e Min. 400 lest	Min. 1000 lest	Gevolgde lest
- Crèche - GOJK - Peupertuin - Kinderverblijf			Min.300 lest		Min. 500 lest	
Kleuterschool Opvangklassen			Min.150 lest.		Min. 150 lest	
Specifieke behoeften *					Min. 100 lest	
Stage naar keuze *					Max. 100 lest	
Studiedagen Studiebezoeken			Max. 50 lest		Max.100 lest	
TOTAAL			560 lest.		1.000 lest	

* het type van instelling nader bepalen.

OPMERKINGEN :

Datum en handtekening
Directie of de verantwoordelijke

Datum en visum van de Inspectie Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 6 september 2001 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de voorwaarden voor de geldigheid en de spreiding van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorger/kinderverzorgster".

De Minister van Gezondheid,
N. MARECHAL